

Comité Technique Académique du 19 janvier 2012

Groupe de travail 1^{er} degré

Compte rendu de mandat Force Ouvrière

La Fédération FO de l'Enseignement (FNEC FP-FO)
était représentée par Jacques Fassié (SNUDI-FO 84)

Un groupe de travail 1^{er} degré était convoqué au rectorat juste avant la réunion du Comité Technique Académique du 19 janvier qui avait à son ordre du jour la préparation de la rentrée 2012.

Etaient présents : le Recteur, les 4 Inspecteurs d'Académie, le Secrétaire Général et les Secréaires Généraux adjoints du rectorat ainsi que des chefs de service et les représentants FO, CGT, FSU et UNSA.

La « rénovation du dialogue social »... ou les accords de Bercy en actes !

Plus que jamais, la parole dans ce groupe de travail a été monopolisée par le Recteur qui a commenté pendant plus d'une heure un diaporama présentant des documents qui avaient déjà été, dans leur quasi totalité, transmis aux représentants syndicaux plus de 8 jours avant.

Rappelons que les accords de Bercy de 2008 sur la « rénovation du dialogue social » (signés par tous les syndicats sauf FO et la CFTC) ont supprimé le paritarisme dans les instances consultatives pour les transformer en **cadres d'information et d'association des syndicats aux politiques d'austérité et autres contre-réformes**.

La réunion de ce groupe de travail en a été une parfaite concrétisation : monologue du Recteur pendant les trois quart de la réunion, silence total des Inspecteurs d'académie, **silence total aussi des représentants de l'UNSA et de la CGT**, et **deux interventions compréhensives pour ne pas dire obséqueuses du représentant FSU**. Précisons que le Recteur dans sa bienveillance bien connue vis à vis de la FSU avait permis à celle-ci une sur-représentation dans la réunion du groupe de travail...

Les annonces du Recteur :

RENTREE 2012	Prévisions effectifs	Emplois d'enseignants retirés	Emplois d'intervenant en langues retirés
Alpes de Haute Provence	- 184	- 9	- 6
Hautes Alpes	- 38	- 10	
Bouches du Rhône	- 57	- 159	
Vaucluse	+ 338	- 24	- 7
			Réserve : - 7
TOTAL	+ 104 élèves	- 202	- 17
		- 219 emplois	

Des propos incroyables !

Pour le représentant de la FSU, secrétaire académique du SNUipp-FSU et secrétaire du SNUlpp-FSU 13 :

« Nous avons des résultats intéressants (au niveau scolaire – ndr), et plus nous avons de résultats, plus on nous retire des moyens... N'y a-t-il pas un moment où nous serons en difficulté pour exécuter ce qu'on nous demande ?

« Il est hors de question de revenir sur votre répartition des suppressions d'emplois. Vos choix sont faits avec des critères objectifs et ne peuvent être contestés par nous-mêmes.

« Une situation qui nous attriste... on se sent sanctionné dans la mise en œuvre des pistes que vous préconisez avec justesse. »

L'intervention de FO

Monsieur le Recteur,

Force Ouvrière est particulièrement révoltée par le cynisme et la brutalité de l'approche comptable, pour ne pas dire mercantile, qui s'exprime dans l'utilisation à 6 reprises du mot « coût » dans les 2 pages d'analyse du dernier document de travail préparatoire aux travaux de la carte scolaire 1^{er} degré !

Non, Monsieur le Recteur, **l'Ecole laïque n'est pas un « coût » pour la nation, c'est un INVESTISSEMENT pour l'avenir !** Alors que notre académie devrait accueillir **104 élèves de plus** dans les écoles, c'est à dire un nombre d'élèves **stable**, nous devrions subir **219 suppressions** de postes à la rentrée 2012...

Comment, dans ces conditions, osez-vous écrire que la méthode de répartition des emplois vise une répartition « *plus efficace de façon à faciliter la réussite de tous les élèves.* »

Pouvez-vous nous expliquer, Monsieur le Recteur, **comment la suppression de 219 emplois pour un effectif relativement stable dans nos écoles, s'ajoutant aux 98 suppressions officielles subies à cette rentrée 2011 (sans parler des précédentes !) pourraient « faciliter la réussite de tous les élèves » ?!**

Par ailleurs, les documents indiquent que pour préparer la rentrée 2012 vous ne considérez « *pas seulement la variation du nombre d'élèves d'une année sur l'autre* (variation quasi nulle selon vos propres dires), vous prenez également en compte « *l'ensemble de leurs conditions de scolarisation* » mais vous omettez de préciser que ce qui détermine réellement la préparation de la rentrée 2012, hélas ce n'est pas nouveau mais ça s'aggrave, c'est la dictature de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) qui vous impose, Monsieur le Recteur, de retirer 219 emplois dans le cadre des 5 700 suppressions au niveau national pour le seul 1^{er} degré !

A ce propos, nous récusons la dissociation que vous faites dans votre présentation entre les 600 suppressions d'emplois correspondant à des stages d'étudiants M2 qui seront réduits l'an prochain et les 5100 suppressions d'emplois d'enseignants et intervenants en langues. Ces 600 emplois sont des emplois comme les autres ; ils n'ont pas été créés au moment de la « réforme » de la mastérisation mais pris sur le contingent général.

Justifier ces 600 suppressions de postes par la « *modification du parcours de formation* », c'est nous refaire le coup des suppressions de postes des stagiaires IUFM d'il y a deux ans. La réalité, c'est bien 5700 suppressions de postes dans le premier degré.

Ne comptez pas sur Force Ouvrière, Monsieur le Recteur, pour se plier à la dictature de la RGPP pour payer une dette qui n'est pas la nôtre... ni celle des élèves qui nous sont confiés !

Une « dotation » c'est l'action de fournir, en l'occurrence des moyens pour le bon fonctionnement de l'Ecole...

A l'heure où la difficulté sociale, souvent responsable de la difficulté scolaire, atteint des sommets, à l'heure où le nombre d'enfants handicapés scolarisés ou intégrés dans les classes ordinaires ne cesse de croître, rendant plus difficiles encore les conditions d'enseignement pour les élèves comme pour les maîtres, **ce n'est pas une « dotation » mais une SOUSTRACTION de postes que vous proposez pour faire face aux difficultés de plus en plus grandes que connaît l'Ecole publique !**

Pour Force Ouvrière, c'est inacceptable... et nul ne peut l'accepter !

Pour conclure constatons, Monsieur le Recteur, que

- **la scolarisation des petits ne cesse de baisser**, et c'est le résultat d'une volonté de la réduire à néant, alors que **le nombre d'élèves par classe ne cesse d'augmenter dans les écoles maternelles** qui doivent gérer la difficulté scolaire croissante et l'intégration d'élèves handicapés de plus en plus nombreux, souvent sans l'aide d'Auxiliaires de Vie Scolaire ou en nombre d'heures souvent inférieur aux notifications MDPH... **tout comme dans les écoles élémentaires ;**

- **le remplacement des maîtres absents est de moins en moins assuré**, conduisant à surcharger les autres classes, perturbant le bon fonctionnement des écoles. A titre d'exemple, dans mon école, deux enseignants sont absents depuis ce matin et il n'y a pas de remplaçants. Il y en aura peut-être un cet après-midi, et dans ce cas il aura été retiré, je vous le laisse deviner... à une école maternelle, les écoles maternelles étant les premières sacrifiées en matière de remplacement !

- **le refus des départs en stages pour les spécialités E et G des RASED, depuis 3 années consécutives maintenant, comme le manque de psychologues scolaires**, programme la mort totale de ce dispositif d'aide aux élèves en grande difficulté scolaire et participe de la dégradation des conditions d'enseignement.

- **les directeurs d'école croulent sous les tâches administratives qui ne cessent de croître**, en premier lieu par le transfert de tâches assurées auparavant par les **personnels administratifs de moins en moins nombreux** parce qu'également victimes des suppressions de postes, en particulier dans les inspections primaires et académiques. Ajoutons que les directeurs ont perdu, dans le même temps, 6h hebdomadaires d'EVS pour l'aide à la direction et que le seuil des décharges de direction au delà de 5 classes n'a pas été amélioré depuis des décennies !

Trop, c'est trop, Monsieur le Recteur, les 219 suppressions de postes qui devraient, semble-t-il, poursuivre le démantèlement des Réseaux d'aide spécialisée, déjà bien engagé, et réduire les moyens de remplacement déjà notablement insuffisants, s'ajoutant à toute la déréglementation en cours, risquent bien de faire exploser la colère des personnels et des parents d'élèves, également durement touchés comme salariés...

Ils peuvent compter sur Force Ouvrière pour faire valoir les besoins, défendre les revendications et refuser l'austérité sous toutes ses formes. Je vous remercie de votre attention... et de votre réponse.

Pour le Recteur,

« Notre obsession à voir que les effectifs est le signe d'une pensée appauvrie »

« Nous avons essayé de faire l'exercice en fonction de contraintes qui résultent de choix que nous n'avons pas à commenter et cela dans une situation démographique fragile. »

« On peut bien faire malgré tout, la preuve les résultats aux évaluations... sachons aussi voir nos points faibles... »

N'en déplaise aux acteurs du « nouveau dialogue social », FO continuera à commenter, critiquer et combattre les choix néfastes.

Quant aux évaluations, leur fonction politique apparaît maintenant clairement : montrer qu'on peut faire mieux avec moins... en attendant qu'elles servent aussi à « l'évaluation » des enseignants !

Donnant acte à FO que « la scolarisation des petits en maternelle est faible », le Recteur a affirmé : « Nous sommes sans reproche à partir de 3 ans ». **Nous faisons juges les collègues et les parents d'élèves de cette annonce.**

Tout en s'interrogeant « sur jusqu'où nous pouvons aller dans cette participation à l'effort public », le Recteur qui admet que « ça va être difficile », répond à FO que « c'est une approche qualitative plutôt que comptable » et que « Notre obsession à voir que les effectifs est le signe d'une pensée appauvrie ».

Et le Recteur de conclure : « le point de départ, c'est le choix politique de supprimer 14 000 emplois ».

On l'avait bien compris, au moins à FO !